

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 244

[C - 98/27043]

11 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon d'exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès des employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 7 février 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 22 janvier 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 novembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 décembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, pour partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Les dispositions relatives à cette matière sont applicables sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « le décret » : le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès des employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

2° « le Ministre » : le Ministre qui a l'Emploi et la Formation professionnelle dans ses attributions;

3° « le FOREM » : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

4° « l'administrateur général » : l'administrateur général du FOREM;

5° « les opérateurs de formation » : le FOREM, les centres de formation agréés par le FOREM ou liés à ce dernier par convention, l'enseignement de promotion sociale, les centres de formation de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises, les centres sectoriels de formation;

6° « le stagiaire » : le demandeur d'emploi visé à l'article 2 du décret.

Art. 3. Pour l'application de l'article 2 du décret, est considéré comme demandeur d'emploi :

1° le chômeur complet indemnisé bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente;

2° le demandeur d'emploi inoccupé qui, au moment de l'engagement, bénéficie du minimum de moyens d'existence;

3° le travailleur à temps partiel avec maintien des droits de l'article 29, § 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, sauf s'il s'agit d'un travailleur dont les rémunérations atteignent le salaire de référence;

4° le travailleur à temps partiel ayant droit à l'allocation de garantie de revenus en application de l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

5° le travailleur occupé conformément à l'article 79 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

6° le demandeur d'emploi inoccupé inscrit comme tel auprès d'un service régional de l'emploi et ne bénéficiant ni d'allocations de chômage ou d'attente, ni du minimum de moyens d'existence.

Art. 4. La demande visée à l'article 4 du décret, dont le modèle est déterminé par le FOREM, est adressée à l'administrateur général ou à son délégué et contient notamment :

1° les données d'identification de l'employeur;

2° les caractéristiques de l'emploi vacant;

3° les conditions d'embauche offertes à l'issue du contrat de formation-insertion, notamment le type de contrat, le salaire et le régime horaire;

4° la description du processus de formation proposé.

Art. 5. Lorsqu'une demande formulée par un employeur concerne simultanément au moins 10 postes de travail vacants, le FOREM est tenu de demander l'avis du Comité subrégional de l'emploi et de la formation compétent territorialement.

Cet avis doit parvenir au FOREM dans les 30 jours qui suivent sa demande. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 6. A la requête d'un de ses membres, la commission de suivi intersectorielle instituée par l'article 10 du décret peut demander au FOREM de lui communiquer tous les éléments qui permettront à ladite commission d'examiner les cas particuliers relatifs à des demandes ou à des contrats de formation-insertion en cours.

A la suite de cet examen, la commission de suivi intersectorielle adresse ses remarques et ses recommandations éventuelles au FOREM.

Art. 7. Le contrat de formation-insertion visé à l'article 5 du décret est conclu entre l'employeur, le FOREM et le stagiaire, préalablement à toute prestation de ce dernier chez l'employeur. Il contient notamment :

1° la description du poste à pourvoir;

2° le programme de formation;

3° le nom du ou des tuteurs visés à l'article 8, 2°, du décret;

4° la durée du contrat de formation-insertion qui ne pourra être inférieure à 4 semaines ni supérieure à 26 semaines;

5° le régime de travail hebdomadaire;

6° le montant de la prime d'encouragement visée à l'article 7, alinéa 2, 1°, du décret;

7° l'engagement de l'employeur de respecter les obligations imposées par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

8° l'engagement sur l'honneur de l'employeur qu'il remplit les obligations visées à l'article 6 du décret, notamment en ce qui concerne la visite médicale d'embauche.

La durée du contrat de formation-insertion visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, est prolongée des périodes d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de travail ou d'un accident sur le chemin du travail, des périodes de vacances annuelles ainsi que des périodes de suspension pour chômage économique, intempéries et force majeure.

Toutefois, le contrat n'est prolongé que si la somme des périodes visées à l'alinéa 2 est au moins égale à 14 jours.

En plus des cas de prolongation prévus à l'alinéa 2, l'administrateur général ou son délégué peut déroger à la limite des 26 semaines.

Art. 8. Le contrat de formation-insertion comprend une période d'essai égale au tiers de la durée du contrat de formation-insertion initialement prévue.

Elle est égale au minimum à 2 semaines et ne peut dépasser 8 semaines.

Pendant cette période d'essai, chacune des parties peut mettre fin au contrat de formation-insertion moyennant un préavis de 7 jours notifié selon les modalités prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 9. Pendant l'exécution du contrat de formation-insertion, 3 évaluations relatives au déroulement de la formation sont, à l'initiative du FOREM, réalisées respectivement en fin de période d'essai, aux deux tiers et à la fin de la formation.

En plus des évaluations visées à l'alinéa 1^{er}, le FOREM peut à tout moment, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'employeur ou du stagiaire, procéder à la vérification du déroulement de la formation.

Art. 10. La prime d'encouragement maximale correspond au montant de la différence entre la rémunération imposable afférente à la profession à apprendre et les allocations visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, du décret, augmentées, le cas échéant, de l'indemnité de compensation visée à l'article 7, alinéa 2, 4°, du décret.

Cette prime d'encouragement s'élève à 60, 80 ou 100 % du montant visé à l'alinéa 1^{er} respectivement pendant le premier, le deuxième ou le troisième tiers du contrat de formation-insertion.

Art. 11. L'indemnité pour frais de déplacement visée à l'article 7, alinéa 2, 2°, du décret, correspond aux frais résultant d'un déplacement journalier aller-retour, lorsque le lieu de la résidence du stagiaire et le lieu où il reçoit sa formation sont distants d'au moins 5 kilomètres.

Quel que soit le moyen de transport employé, le remboursement des frais exposés est limité au coût du transport en commun le moins onéreux.

Art. 12. L'indemnité de compensation est de 10 000 francs maximum par mois et par stagiaire. Ce montant est diminué, le cas échéant, du montant des allocations visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, du décret.

Art. 13. Pour l'application de l'article 8, alinéa 1^{er}, 5°, du décret, l'effectif du personnel correspond au nombre de travailleurs déclarés à l'Office national de Sécurité sociale tel qu'il résulte des cadres statistiques et des relevés nominatifs du trimestre qui précède le début du contrat de formation-insertion, ci-après dénommé le trimestre de référence.

L'effectif de référence n'inclut ni les apprentis, ni les stagiaires visés à l'arrêté royal n° 230 du 20 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Pendant la durée du contrat de travail qui est égale à celle du contrat de formation-insertion, l'effectif du personnel doit être supérieur à celui du trimestre de référence d'un nombre d'unités au moins égal au nombre de stagiaires ayant achevé leur contrat de formation-insertion.

Néanmoins, il peut être égal à celui du trimestre de référence en cas de remplacement par un ou plusieurs stagiaires :

1° d'un ou de plusieurs travailleurs admis à la prépension conventionnelle en exécution de l'article 132 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales;

2° d'un ou de plusieurs travailleurs qui réduisent ou interrompent leur carrière conformément à la section 5 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales;

3° d'un ou de plusieurs travailleurs dont les contrats ont pris fin en vertu de l'article 32, 4° et 5°, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou en vertu de congés donnés par le ou les travailleurs ainsi que du congé pour motif grave;

4° d'un ou de plusieurs travailleurs admis à la pension en vertu de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres.

En plus des cas prévus à l'alinéa 4, le Ministre peut déroger à l'obligation visée à l'article 8, alinéa 1^{er}, 5°, du décret sur avis conforme de la commission de suivi intersectorielle.

L'employeur est tenu de communiquer au FOREM les cadres statistiques et les relevés nominatifs afférents au trimestre de référence et aux trimestres suivants dans un délai de 3 mois à dater de la fin du trimestre concerné.

Art. 14. Pour l'application de l'article 8, alinéa 3, du décret, une convention est conclue entre l'employeur chez lequel le stagiaire a effectué son stage et l'employeur visé à l'article 8, alinéa 3, du décret par laquelle ce dernier s'engage à respecter les obligations visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, du décret.

Le modèle de la convention visée à l'alinéa 1^{er} est approuvé par le Ministre sur la proposition de la commission de suivi intersectorielle.

La convention visée à l'alinéa 1^{er} est agréée, selon les modalités déterminées par le Ministre, par la commission de suivi intersectorielle avant tout début d'exécution du contrat de travail.

Art. 15. Le contrat de formation-insertion peut prendre fin avant son terme, notamment :

1° en cas de cessation des activités de l'employeur;

2° sur décision motivée de l'administrateur général ou de son délégué, notamment :

a) en cas d'inaptitude du stagiaire;

b) en cas de non-respect par l'employeur des obligations prévues par l'article 8 du décret.

En cas de fusion, scission ou absorption, le contrat de formation-insertion et le contrat de travail conclu à l'issue de celui-ci doivent être maintenus aux mêmes conditions par la nouvelle entité ainsi créée.

Art. 16. § 1^{er}. Les missions de la commission de suivi intersectorielle visée à l'article 10 du décret, sont les suivantes :

1° définition de la politique de promotion de la mesure;

2° approbation du modèle-type de contrat de formation-insertion proposé par le FOREM;

3° remise d'avis relatifs au transfert des obligations visé à l'article 8, alinéa 3, du décret;

4° proposition au Ministre du modèle de la convention prévue par l'article 14;

5° agrément des conventions conclues en vertu de l'article 14;

6° remise d'avis conformes relatifs à des demandes de dérogation visées à l'article 8, alinéa 4, du décret;

7° examen des cas particuliers visés à l'article 6;

8° coordination avec la commission d'agrément mise en place dans le cadre du développement d'une filière de formation qualifiante en alternance en Région wallonne;

9° suivi et évaluation de l'exécution du décret;

10° établissement d'un rapport annuel destiné à informer le Ministre des éventuelles difficultés de mise en œuvre du décret et des aménagements souhaitables.

§ 2. La commission de suivi intersectorielle se compose :

1° d'un président représentant le Ministre;

2° de deux membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;

3° de deux membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

4° d'un membre effectif et d'un membre suppléant représentant le Ministre;

5° d'un membre effectif et d'un membre suppléant représentant le FOREM.

Le FOREM assure le secrétariat de la commission.

§ 3. Le mandat des membres a une durée de 4 ans. Il est renouvelable.

Il prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque l'organisation qui a proposé un membre demande son remplacement;

3° lorsqu'un membre ne fait plus partie de l'organisation qu'il représente.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de ce mandat est remplacé pour la période qui reste à courir.

Le Ministre désigne et nomme ses représentants. Il nomme les autres membres de la commission de suivi intersectorielle sur la proposition des organisations qu'ils représentent.

§ 4. La commission de suivi intersectorielle crée des groupes de travail sectoriels afin de tenir compte des spécificités des secteurs d'activités dans le cadre de la mise en œuvre du décret.

Art. 17. Les missions des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation, visés à l'article 11 du décret, sont les suivantes :

1° remise d'avis au FOREM dans les conditions et selon les modalités visées à l'article 5;

2° encadrement et suivi de la mesure sur le plan local en transmettant au FOREM, à partir des rapports semestriels fournis par ce dernier et relatifs à l'application du décret au niveau sous-régional, des remarques et des recommandations éventuelles;

3° transmission à la commission de suivi intersectorielle d'éléments lui permettant d'assurer ses missions visées à l'article 16, § 1^{er}, 9°.

Art. 18. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 244

[C - 98/27043]

11. DEZEMBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Region zur Ausführung des Dekrets vom 18. Juli 1997 bezüglich der Eingliederung von Arbeitssuchenden bei Arbeitgebern, die eine Ausbildung organisieren, durch die eine freie Stelle besetzt werden kann

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Juli 1997 bezüglich der Eingliederung von Arbeitssuchenden bei Arbeitgebern, die eine Ausbildung organisieren, durch die eine freie Stelle besetzt werden kann;

Aufgrund des am 7. Februar 1997 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 22. Januar 1997 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 26. November 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. Dezember 1996 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlaß regelt teilweise, in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung, einen in Artikel 127 § 1 der Verfassung angeführten Bereich.

Die Bestimmungen dieses Bereichs sind anwendbar auf das französische Sprachgebiet.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "das Dekret": das Dekret vom 18. Juli 1997 bezüglich der Eingliederung von Arbeitssuchenden bei Arbeitgebern, die eine Ausbildung organisieren, durch die eine freie Stelle besetzt werden kann;

2° "der Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Berufsbildung gehören;

3° "das FOREM": das Gemeinschaftliche und Regionale Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

4° "der Generalverwalter": der Generalverwalter des FOREM;

5° "die Ausbilder": das FOREM, die durch das FOREM anerkannten oder durch Abkommen an das FOREM gebundenen Ausbildungszentren, der Fortbildungsunterricht, die Ausbildungszentren der "Agence wallonne pour l'Intégration de Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung behinderter Personen), das "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises" (Einrichtung für ständige Weiterbildung des Mittelstandes und der KMB), die sektoriellen Ausbildungszentren;

6° "der Praktikant": der in Artikel 2 des Dekrets angeführte Arbeitssuchende.

Art. 3 - Für die Anwendung von Artikel 2 des Dekrets gilt als Arbeitssuchender:

1° der entschädigte Vollarbeitslose, der Arbeitslosengeld oder Wartegeld bezieht;

2° der Arbeitssuchende ohne Beschäftigung, der zum Zeitpunkt der Einstellung das Existenzminimum bezieht;

3° der teilzeitbeschäftigte Arbeitnehmer, dessen Rechte in Anwendung von Artikel 29 § 2 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit aufrechterhalten werden, außer wenn es sich um einen Arbeitnehmer handelt, dessen Einkünfte das Richtekommen erreichen;

4° der teilzeitbeschäftigte Arbeitnehmer, der in Anwendung von Artikel 131bis des vorerwähnten Königlichen Erlasses ein Anrecht auf eine garantierte Einkommenszulage hat;

5° der gemäß Artikel 79 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 beschäftigte Arbeitnehmer;

6° der Arbeitssuchende ohne Beschäftigung, der in dieser Eigenschaft bei einem regionalen Beschäftigungsdienst eingetragen ist und weder Arbeitslosengeld noch Wartegeld noch das Existenzminimum bezieht.

Art. 4 - Das FOREM bestimmt das Muster für den in Artikel 4 des Dekrets angeführten Antrag. Dieser wird dem Generalverwalter oder dessen Stellvertreter übermittelt und beinhaltet u.a.:

1° Angaben zum Arbeitgeber;

2° eine Beschreibung der zu besetzenden Stelle;

3° die nach Ablauf des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung angebotenen Beschäftigungsbedingungen, u.a. die Art des Vertrags, das Gehalt und die Stundenlast;

4° die Beschreibung des vorgeschlagenen Ausbildungsablaufs.

Art. 5 - Bezieht sich der Antrag eines Arbeitgebers gleichzeitig auf mindestens zehn zu besetzende Arbeitsplätze, ist das FOREM verpflichtet, ein Gutachten bei dem für das betreffende Gebiet zuständigen subregionalen Ausschuß für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung einzuholen.

Dieses Gutachten ist dem FOREM innerhalb von dreißig Tagen nach dessen Antrag zu übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist gilt die Entscheidung als positiv.

Art. 6 - Auf Anfrage eines seiner Mitglieder ist der durch Artikel 10 des Dekrets gegründete sektorenübergreifende Überwachungsausschuß berechtigt, bei dem FOREM die Übermittlung aller Informationen zu beantragen, um ihm zu ermöglichen, Einzelfälle bezüglich der Anträge oder Verträge zur Ausbildung und Eingliederung zu überprüfen.

Im Anschluß an diese Überprüfung übermittelt der sektorenübergreifende Überwachungsausschuß dem FOREM ggf. seine Anmerkungen und Empfehlungen.

Art. 7 - Der in Artikel 5 des Dekrets angeführte Vertrag zur Ausbildung und Eingliederung wird zwischen dem Arbeitgeber, dem FOREM und dem Praktikanten abgeschlossen, bevor dieser irgendeine Leistung bei dem Arbeitgeber erbringt. Er beinhaltet u.a.:

1° die Beschreibung der zu besetzenden Stelle;

2° das Ausbildungsprogramm;

3° der Name des (der) in Artikel 8 2° des Dekrets genannten Betreuer(s);

4° die Dauer des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung, die zwischen 4 und 26 Wochen betragen muß;

5° die wöchentliche Arbeitszeitregelung;

6° der Betrag der in Artikel 7 Absatz 2 1° des Dekrets angeführten Förderprämie;

7° die Verpflichtung des Arbeitgebers, die durch den Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Eingliederung von Jugendlichen festgelegten Verpflichtungen zu beachten;

8° die Erklärung auf die Ehre des Arbeitgebers, alle in Artikel 6 des Dekrets festgelegten Bedingungen zu erfüllen, insbesondere, was die ärztliche Untersuchung vor der Einstellung betrifft.

Die Dauer des in Absatz 1 4° angeführten Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung wird um die Zeitspanne der Arbeitsunfähigkeit wegen Krankheit, Arbeitsunfall oder Unfall auf dem Arbeitsweg, der Abwesenheit wegen Jahresurlaub sowie der Arbeitseinstellung wegen konjunktureller Arbeitslosigkeit, Unwetter und höherer Gewalt verlängert.

Der Vertrag wird jedoch nur verlängert, wenn die Summe der in Absatz 2 angeführten Zeitspannen wenigstens 14 Tage beträgt.

Zusätzlich zu den in Absatz 2 bestimmten Verlängerungen ist der Generalverwalter oder sein Stellvertreter berechtigt, die maximale Dauer von 26 Wochen zu überschreiten.

Art. 8 - Der Vertrag zur Ausbildung und Eingliederung umfaßt eine Probezeit, die einem Drittel der eingangs festgelegten Gesamtdauer des genannten Vertrags entspricht.

Diese Probezeit beträgt mindestens 2 Wochen und höchstens 8 Wochen.

Während dieser Probezeit ist jede der Parteien berechtigt, den Vertrag zur Ausbildung und Eingliederung im Anschluß an eine Kündigungsfrist von 7 Tagen zu beenden. Diese Kündigung ist gemäß den durch das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge festgelegten Bestimmungen zu übermitteln.

Art. 9 - Während der Ausführung des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung werden auf Initiative des FOREM drei Bewertungen über den Ablauf der Ausbildung durchgeführt, und zwar jeweils am Ende der Probezeit, nach zwei Dritteln der Ausbildungsdauer und bei Abschluß der Ausbildung.

Zusätzlich zu den in Absatz 1 angeführten Bewertungen ist das FOREM berechtigt, entweder in Eigeninitiative oder auf Anfrage des Arbeitgebers oder des Praktikanten den Ablauf der Ausbildung zu überprüfen.

Art. 10 - Der Höchstbetrag der Förderprämie entspricht der Differenz zwischen dem für den zu erlernenden Beruf gezahlten steuerpflichtigen Gehalt und den in Artikel 7 Absatz 1 des Dekrets angeführten Prämien, ggf. erhöht um die in Artikel 7 Absatz 2 4° des Dekrets angeführte Ausgleichszahlung.

Diese Förderprämie beläuft sich auf jeweils 60, 80 oder 100 % des in Absatz 1 angeführten Betrags für das erste, zweite oder letzte Drittel des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung.

Art. 11 - Die in Artikel 7 Absatz 2 2° des Dekrets angeführte Entschädigung für die Fahrtkosten entspricht den Kosten, die durch die tägliche Hin- und Rückfahrt entstehen, wenn der Wohnort des Praktikanten und der Ort, an dem die Ausbildung stattfindet, mindestens 5 Kilometer voneinander entfernt sind. Die Rückerstattung der Fahrtkosten wird auf der Grundlage der Kosten für das günstigste öffentliche Verkehrsmittel berechnet, unabhängig von dem benutzten Transportmittel.

Art. 12 - Die Ausgleichszahlung beläuft sich pro Praktikant auf höchstens 10 000 BEF monatlich. Dieser Betrag wird ggf. um den Betrag der in Artikel 7 Absatz 1 des Dekrets angeführten Zahlungen verringert.

Art. 13 - Für die Anwendung von Artikel 8 Absatz 1 5° des Dekrets entspricht das Personalvolumen der Anzahl beim Landesamt für Sozialsicherheit geführter Arbeitnehmer. Diese Anzahl ist ersichtlich aus den Statistiken und den Namenregistern für das Trimester vor dem Beginn des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung, nachstehend das Richttrimester genannt.

Das Richtvolumen des Personals umfaßt weder die Lehrlinge, noch die Praktikanten, die in dem Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Eingliederung von Jugendlichen angeführt werden.

Während der Dauer des Arbeitsvertrags, die mit der des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung übereinstimmt, muß das Personalvolumen jenes des Richttrimesters um eine Anzahl Personalmitglieder übersteigen, die wenigstens der Anzahl Praktikanten, die ihren Vertrag zur Ausbildung und Eingliederung beendet haben, entspricht.

Das Personalvolumen kann jedoch mit dem des Richttrimesters übereinstimmen, falls die nachstehend angeführten Personen durch einen oder mehrere Praktikanten ersetzt werden:

1° ein oder mehrere Arbeitnehmer, die in Ausführung von Artikel 132 des Gesetzes vom 1. August 1985 über soziale Bestimmungen aufgrund eines Abkommens in den vorzeitigen Ruhestand entlassen wurden;

2° ein oder mehrere Arbeitnehmer, die gemäß Abschnitt 5 des Kapitels IV des Auftriebsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen ihre berufliche Laufbahn eingeschränkt oder unterbrochen haben;

3° ein oder mehrere Arbeitnehmer, deren Verträge beendet wurden gemäß Artikel 32 4° und 5° des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge oder gemäß der durch den oder die Arbeitnehmer in Anspruch genommenen Beurlaubung sowie gemäß der Beurlaubung wegen schwerwiegendem Fehler;

4° ein oder mehrere Arbeitnehmer, die gemäß dem Gesetz vom 13. Juni 1966 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenrente der Arbeiter, Angestellten, der unter belgischer Flagge fahrenden Seeleute, der Minenarbeiter und der Freiversicherten in den Ruhestand entlassen wurden.

Zusätzlich zu den in Absatz 4 vorgesehenen Fällen kann der Minister auf der Grundlage eines Gutachtens des sektorenübergreifenden Überwachungsausschusses von der in Artikel 8 Absatz 1 5° des Dekrets angeführten Verpflichtung abweichen.

Der Arbeitgeber ist verpflichtet, dem FOREM die Statistiken und Namenregister des Richttrimesters und der darauffolgenden Trimester innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Ende des betreffenden Trimesters zu übermitteln.

Art. 14 - Für die Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 des Dekrets wird zwischen dem Arbeitgeber, bei dem der Praktikant seine Ausbildung erhalten hat, einerseits und dem in Artikel 8 Absatz 3 des Dekrets angeführten Arbeitgeber andererseits ein Abkommen abgeschlossen, durch das der letztgenannte sich verpflichtet, die in Artikel 8 Absatz 1, 4° und 5° des Dekrets angeführten Verpflichtungen zu beachten.

Das Muster des in Absatz 1 angeführten Abkommens wird auf Vorschlag des sektorenübergreifenden Überwachungsausschusses durch den Minister genehmigt.

Vor dem Beginn der Ausführung des Arbeitsvertrags wird das in Absatz 1 angeführte Abkommen gemäß den durch den Minister festgelegten Durchführungsbestimmungen von dem sektorenübergreifenden Überwachungsausschuß genehmigt.

Art. 15 - Der Vertrag zur Ausbildung und Eingliederung kann u.a. in folgenden Fällen vorzeitig beendet werden:

1° wenn der Arbeitgeber seine Aktivitäten beendet;

2° durch einen begründeten Beschluß des Generalverwalters oder seines Stellvertreters, insbesondere:

a) wenn der Praktikant sich nicht eignet;

b) wenn der Arbeitgeber die durch Artikel 8 des Dekrets festgelegten Verpflichtungen mißachtet.

Im Falle eines Zusammenschlusses, einer Aufteilung oder einer Übernahme des Betriebs müssen der Vertrag zur Ausbildung und Eingliederung und der auf der Grundlage dieses Vertrags abgeschlossene Arbeitsvertrag zu den gleichen Bedingungen in dem neu gegründeten Betrieb aufrechterhalten werden.

Art. 16 - § 1 - Bei den Aufgaben des in Artikel 10 des Dekrets angeführten sektorenübergreifenden Überwachungsausschusses handelt es sich um folgende:

1° Bestimmung der Politik zur Förderung der Maßnahme;

2° Genehmigung des durch das FOREM vorgeschlagenen Modellvertrags zur Ausbildung und Eingliederung;

3° Abgabe der in Artikel 8 Absatz 3 des Dekrets angeführten Gutachten bezüglich der Übertragung von Verpflichtungen;

4° Unterbreitung des durch Artikel 14 des Dekrets vorgesehenen Musterabkommens für den Minister;

5° Genehmigung der gemäß Artikel 14 abgeschlossenen Abkommen;

6° Abgabe von gleichlautenden Gutachten über die in Artikel 8 Absatz 4 des Dekrets angeführten Abweichungsanträge;

7° Überprüfung der in Artikel 6 angeführten Einzelfälle;

8° Koordinierung mit der im Rahmen der Entwicklung eines qualifizierenden alternierenden Bildungswegs in der Wallonischen Region eingesetzten Zulassungskommission;

9° Überwachung und Bewertung der Ausführung des Dekrets;

10° Ausarbeitung eines Jahresberichts, mit dem Zweck, den Minister über mögliche Schwierigkeiten bei der Durchführung des Dekrets und über wünschenswerte Abänderungen zu informieren.

§ 2 - Der sektorenübergreifende Überwachungsausschuß setzt sich wie folgt zusammen:

1° ein Vorsitzender als Vertreter des Ministers;

2° zwei effektive Mitglieder und ebenso viele Ersatzmitglieder für die repräsentativen Arbeitgeberorganisationen;

3° zwei effektive Mitglieder und ebenso viele Ersatzmitglieder für die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen;

4° ein effektives Mitglied und ein Ersatzmitglied für den Minister;

5° ein effektives Mitglied und ein Ersatzmitglied für das FOREM.

Das FOREM gewährleistet die Sekretariatsführung des Ausschusses.

§ 3 - Das Mandat der Mitglieder beträgt vier Jahre. Es ist erneuerbar.

Das Mandat wird beendet:

1° bei Rücktritt;

2° wenn die Organisation, die ein Mitglied vorgeschlagen hat, dessen Ablösung beantragt;

3° wenn ein Mitglied der Organisation, die er vertritt, nicht mehr angehört.

Das Mitglied, das vor Ablauf des Mandats dieses nicht mehr ausübt, wird für den verbleibenden Zeitraum ersetzt.

Der Minister bezeichnet und ernennt seine Vertreter. Er ernennt die übrigen Mitglieder des sektorenübergreifenden Überwachungsausschusses auf Vorschlag der Organisationen, die sie vertreten.

§ 4 - Der sektorenübergreifende Überwachungsausschuss gründet sektorenbezogene Arbeitsgruppen, um den Eigenheiten der jeweiligen Tätigkeitsbereiche im Rahmen der Umsetzung des Dekrets Rechnung zu tragen.

Art. 17 - Bei den Aufgaben der in Artikel 11 des Dekrets angeführten subregionalen Ausschüsse für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung handelt es sich um folgende:

1° Abgabe von Gutachten für das FOREM unter den Bedingungen und gemäß den Durchführungsbestimmungen von Artikel 5;

2° Betreuung und Überwachung der Maßnahme auf lokaler Ebene, wobei dem FOREM auf der Grundlage der Semesterberichte, die dieses abgibt und die die Anwendung des Dekrets auf subregionaler Ebene betreffen, ggf. Anmerkungen und Empfehlungen zu übermitteln sind;

3° Übermittlung an den sektorenübergreifenden Überwachungsausschuss von Informationen, die ihm ermöglichen, seine in Artikel 16 § 1 9° angeführten Aufgaben zu gewährleisten.

Art. 18 - Das Dekret und der vorliegende Erlaß treten am Tag ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 19 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Dezember 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 244

[C - 98/27043]

11 DECEMBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 7 februari 1997;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 22 januari 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 november 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 december 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt gedeeltelijk, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

De desbetreffende bepalingen zijn van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

2° "Minister" : de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

3° "FOREm" : de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

4° "administrateur-generaal" : de administrateur-generaal van de FOREm;

5° "opleidingsoperateurs" : de FOREm, de opleidingscentra die door de FOREm erkend zijn of met hem een overeenkomst gesloten hebben, het onderwijs voor sociale promotie, de opleidingscentra van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), het Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, de opleidingscentra per sector;

6° "stagiair" : de in artikel 2 van het decreet bedoelde werkzoekende.

Art. 3. Voor de toepassing van artikel 2 van het decreet wordt als werkzoekende beschouwd :

1° de volledig uitkeringsgerechtigde werkloze die in aanmerking komt voor werkloosheids- of wachtuitkeringen;

2° de niet-werkende werkzoekende die op de dag van zijn aanwerving het bestaansminimum geniet;

3° de deeltijdse werknemer met behoud van de rechten bedoeld in artikel 29, § 2, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende reglementering van de werkloosheid, behalve als het om een werknemer gaat van wie de bezoldiging het referentieloon bereikt;

4° de deeltijdse werknemer die in aanmerking komt voor de inkomensgarantie-uitkering overeenkomstig artikel 131bis van bovenbedoeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de werknemer die tewerkgesteld is overeenkomstig artikel 79 van bovenbedoeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

6° de niet-werkende werkzoekende die als dusdanig ingeschreven staat bij een gewestdienst voor arbeidsbemiddeling en die noch werkloosheids- of wachtuitkeringen, noch het bestaansminimum ontvangt.

Art. 4. De in artikel 4 van het decreet bedoelde aanvraag, waarvan het formulier door de FOREm wordt bepaald, moet aan de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde gericht worden en o.a. het volgende bevatten :

1° de personalia van de werkgever;

2° de kenmerken van de vacature;

3° de aanwervingsvoorwaarden die na de overeenkomst opleiding-inschakeling geboden worden, met name het soort contract, het loon en de uurrooster;

4° een omschrijving van het voorgestelde opleidingsproces.

Art. 5. Wanneer de door een werkgever ingediende aanvraag tegelijkertijd betrekking heeft op minstens tien vacatures, moet de FOREm het advies vragen van het territoriaal bevoegde Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming.

Dat advies moet de FOREm binnen 30 dagen na de aanvraag toekomen. Na afloop van deze termijn wordt het geacht gunstig te zijn.

Art. 6. Op verzoek van één van haar leden kan de krachtens artikel 10 van het decreet ingestelde intersectoriële opvolgingscommissie de FOREm alle gegevens vragen die nodig zijn voor het onderzoek van de bijzondere gevallen i.v.m. aanvragen of lopende overeenkomsten opleiding-inschakeling.

Na dit onderzoek richt de intersectoriële opvolgingscommissie haar eventuele opmerkingen en aanbevelingen aan de FOREm.

Art. 7. De in artikel 5 van het decreet bedoelde overeenkomst opleiding-inschakeling wordt gesloten tussen de werkgever, de FOREm en de stagiair vóór elke dienstverrichting van laatstgenoemde bij de werkgever. Ze bevat met name :

1° een omschrijving van de vacature;

2° het opleidingsprogramma;

3° de naam van het/de in artikel 8, 2°, van het decreet bedoelde personeelslid/-leden;

4° de duur van de overeenkomst opleiding-inschakeling (tussen 4 en 26 weken);

5° de wekelijkse werkrooster;

6° het bedrag van de in artikel 7, tweede lid, 1°, van het decreet bedoelde aanmoedigingspremie;

7° de verbintenis van de werkgever de verplichtingen na te komen die zijn opgelegd bij het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;

8° de verbintenis op erewoord van de werkgever dat hij de in artikel 6 van het decreet bedoelde verplichtingen nakomt, met name wat het medisch onderzoek voor de indienstneming betreft.

De duur van de in het eerste lid, 4°, bedoelde overeenkomst opleiding-inschakeling wordt verlengd met de periodes van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte, arbeidsongeval of ongeval op de weg van en naar het werk, de periodes van jaarlijks vakantieverlof alsook van schorsing wegens werkloosheid ten gevolge van slecht weder of economische oorzaken en overmacht.

De overeenkomst wordt echter pas verlengd als de in het tweede lid bedoelde periodes samen minstens 14 dagen bedragen.

Naast de in het tweede lid bedoelde verlengingsgevallen kan de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde afwijken van de 26 weken-drempel.

Art. 8. De overeenkomst opleiding-inschakeling voorziet in een proefperiode die gelijk is aan het derde van de aanvankelijk voorziene duur van de overeenkomst.

Ze neemt tussen twee en acht weken in beslag.

Tijdens de proefperiode kan elke partij een einde maken aan de overeenkomst opleiding-inschakeling, mits een opzegtermijn van 7 dagen die te betekenen is op de wijze bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 9. Tijdens de uitvoering van de overeenkomst opleiding-inschakeling worden op initiatief van de FOREm drie evaluaties gemaakt i.v.m. het verloop van de opleiding, met name na afloop van de proefperiode, na twee derde van de opleiding en aan het einde ervan.

Naast de in het eerste lid bedoelde evaluaties kan de FOREm ieder ogenblik, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de werkgever of de stagiair, toezicht houden op het verloop van de opleiding.

Art. 10. De maximale aanmoedigingspremie stemt overeen met het bedrag van het verschil tussen de belastbare bezoldiging betreffende het aan te leren beroep en de in artikel 7, eerste lid, van het decreet bedoelde uitkeringen, in voorkomend geval verhoogd met de in artikel 7, tweede lid, 4°, van het decreet bedoelde compensatievergoeding.

Deze aanmoedigingspremie bedraagt 60, 80 of 100 % van het in het eerste lid bedoelde bedrag tijdens respectievelijk het eerste, tweede of laatste derde van de overeenkomst opleiding-inschakeling.

Art. 11. De in artikel 7, tweede lid, 2°, van het decreet bedoelde vergoeding voor vervoerkosten stemt overeen met de kosten voor een dagelijkse heen-en-weer verplaatsing, wanneer de verblijfplaats van de stagiair en de plaats waar de opleiding plaatsvindt op minstens 5 kilometer afstand van elkaar liggen. Ongeacht het gebruikte vervoermiddel, worden de gemaakte kosten terugbetaald tegen de prijs van het goedkoopste openbaar vervoer.

Art. 12. De compensatievergoeding bedraagt maximum 10 000 BEF per maand en per stagiair. Dit bedrag wordt in voorkomend geval verminderd met het bedrag van de in artikel 7, eerste lid, van het decreet bedoelde uitkeringen.

Art. 13. Voor de toepassing van artikel 8, eerste lid, 5°, van het decreet stemt het personeelsbestand overeen met het aantal bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aangegeven werknemers zoals blijkt uit de statistische kaders en de naamlijsten van het trimester voorafgaand aan de begindatum van de overeenkomst opleiding-inschakeling, hierna referentietrimester genoemd.

De leerlingen en de stagiairs bedoeld in het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces zijn niet in het referentiebestand opgenomen.

Tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst die gelijk is aan die van de overeenkomst opleiding-inschakeling, moet het personeelsbestand dat van het referentietrimester overschrijden met een aantal eenheden dat minstens gelijk is aan het aantal stagiairs die hun overeenkomst opleiding-inschakeling beëindigd hebben.

Het kan nochtans overeenstemmen met dat van het referentietrimester in geval van vervanging door één of meer stagiairs :

1° van één of meer werknemers toegelaten tot het conventionele brugpensioen in uitvoering van artikel 132 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen;

2° van één of meer werknemers die hun loopbaan verkleinen of onderbreken overeenkomstig afdeling 5 van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

3° van één of meer werknemers van wie de overeenkomsten geëindigd zijn krachtens artikel 32, 4° en 5°, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of ten gevolge het door de werknemer(s) ingediende ontslag alsook van het verlof om gewichtige redenen;

4° van één of meer werknemers toegelaten tot het pensioen krachtens de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust- en overlevingspensioenen van arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden.

Naast de in het vierde lid bedoelde gevallen kan de Minister, na eensluidend advies van de intersectoriële opvolgingscommissie, afwijken van de in artikel 8, eerste lid, 5°, van het decreet bedoelde verplichting.

De werkgever moet de statistische kaders en naamlijsten betreffende het referentietrimester en de volgende trimesters binnen drie maanden na afloop van het betrokken trimester aan de FOREm meedelen.

Art. 14. Voor de toepassing van artikel 8, derde lid, van het decreet wordt een overeenkomst gesloten tussen de werkgever bij wie de stagiair zijn stage heeft gelopen en de in artikel 8, derde lid, van het decreet bedoelde werkgever, waarbij laatstgenoemde zich verbindt de in artikel 8, eerste lid, 4° en 5°, van het decreet bedoelde verplichtingen na te komen.

Het model van de in het eerste lid bedoelde overeenkomst wordt op voordracht van de intersectoriële opvolgingscommissie door de Minister goedgekeurd.

De in het eerste lid bedoelde overeenkomst wordt vóór haar uitvoering op de door de Minister bepaalde wijze door de intersectoriële opvolgingscommissie erkend.

Art. 15. De overeenkomst opleiding-inschakeling kan vóór het verstrijken van de termijn eindigen, met name :

1° in geval van stopzetting van de activiteiten van de werkgever;

2° bij een met redenen omklede beslissing van de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde, o.a. :

a) indien de stagiair ongeschikt is;

b) indien de werkgever de in artikel 8 van het decreet bedoelde verplichtingen niet nakomt.

In geval van fusie, splitsing of opnemings/opslokking moeten de overeenkomst opleiding-inschakeling en het aan het einde ervan gesloten arbeidscontract onder dezelfde voorwaarden gehandhaafd worden door de aldus nieuw opgerichte eenheid.

Art. 16. § 1. De in artikel 10 van het decreet bedoelde intersectoriële opvolgingscommissie heeft de volgende opdrachten :

1° de omschrijving van het beleid tot bevordering van de maatregel;

2° de goedkeuring van het door de FOREm voorgestelde standaardmodel van overeenkomst opleiding-inschakeling;

3° het uitbrengen van adviezen m.b.t. de overdracht van de verplichtingen bedoeld in artikel 8, derde lid, van het decreet;

4° het voorleggen aan de Minister van het model van de in artikel 14 bedoelde overeenkomst;

5° de erkenning van de krachtens artikel 14 gesloten overeenkomsten;

6° het uitbrengen van eensluidende adviezen m.b.t. de in artikel 8, vierde lid, van het decreet bedoelde aanvragen om afwijking;

7° het onderzoek van de in artikel 6 bedoelde bijzondere gevallen;

8° de coördinatie met de erkenningscommissie die ingesteld is in het kader van de ontwikkeling van een "filière" voor afwisselende kwalificerende opleidingen in het Waalse Gewest;

9° de opvolging en de evaluatie van de uitvoering van het decreet;

10° de opstelling van een jaarlijks verslag om de Minister op de hoogte te brengen van eventuele moeilijkheden i.v.m. de uitvoering van het decreet en van de wenselijke aanpassingen.

§ 2. De intersectoriële opvolgingscommissie bestaat uit :

1° een voorzitter die de Minister vertegenwoordigt;

2° twee gewone en twee plaatsvervangende leden die de werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;

3° twee gewone en twee plaatsvervangende leden die de werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

4° een gewoon en een plaatsvervangend lid die de Minister vertegenwoordigen;

5° een gewoon en een plaatsvervangend lid die de FOREm vertegenwoordigen.

De FOREm neemt het secretariaat van de commissie waar.

§ 3. Het mandaat van de leden loopt vier jaar en is verlengbaar.

Het eindigt :

1° in geval van ontslag;

2° wanneer de organisatie die een lid heeft voorgedragen, om zijn vervanging vraagt;

3° wanneer een lid niet meer behoort tot de organisatie die hij vertegenwoordigt.

Het lid dat zijn mandaat voortijdig neerlegt, wordt vervangen voor de overblijvende periode.

De Minister wijst zijn vertegenwoordigers aan en benoemt ze. Hij benoemt de andere leden van de intersectoriële opvolgingscommissie op de voordracht van de organisaties die ze vertegenwoordigen.

§ 4. De intersectoriële opvolgingscommissie richt per sector een werkgroep op om bij de uitvoering van het decreet rekening te houden met de specificiteiten van de activiteitensectoren.

Art. 17. De in artikel 11 van het decreet bedoelde Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming hebben de volgende opdrachten :

1° binnen de in artikel 5 voorgeschreven termijn advies uitbrengen aan de FOREm;

2° de begeleiding en opvolging van de maatregel op plaatselijk niveau door eventuele opmerkingen en aanbevelingen aan de FOREm mee te delen i.v.m. de door hem verstrekte halfjaarlijkse verslagen over de toepassing van het decreet op subregionaal niveau;

3° de mededeling aan de intersectoriële opvolgingscommissie van gegevens die haar in staat stellen de in artikel 16, § 1, 9°, bedoelde opdrachten te vervullen.

Art. 18. Het decreet en dit besluit treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Art. 19. De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 245

[C - 98/27044]

18 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er};

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 23, § 1^{er};

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 30 mars 1995 et 20 février 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 4 novembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 septembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les entreprises qui procèdent à une réorganisation de leurs services consécutivement à la mise en place d'une réduction collective du temps de travail doivent pouvoir bénéficier sans délai d'une aide à la formation de leurs travailleurs;

Considérant que le Conseil économique et social de la Région wallonne n'a pas émis l'avis qui lui avait été demandé en urgence le 20 octobre 1997 et que le Gouvernement wallon ne peut attendre plus longtemps cet avis;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 1997, est complété comme suit :

« 4° être des formations inhérentes à la réorganisation de l'entreprise consécutive à la mise en place d'une réduction collective de la durée hebdomadaire du temps de travail reconnue et soutenue par la Région wallonne ».

Art. 2. L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« La durée des formations visées à l'article 3, § 1^{er}, 4°, ne peut excéder :

1° 200 heures en moyenne par travailleur formé;

2° 50.000 heures par dossier. »